



**Nations Unies**

# **Rapport du Comité des disparitions forcées**

**Dix-septième session  
(30 septembre-11 octobre 2019)**

**Dix-huitième session  
(4 mai (en ligne) et 7 septembre 2020)**

**Assemblée générale**  
**Documents officiels**  
**Soixante-quinzième session**  
**Supplément n° 56**





**Assemblée générale**  
Documents officiels  
Soixante-quinzième session  
Supplément n° 56

# **Rapport du Comité des disparitions forcées**

**Dix-septième session  
(30 septembre-11 octobre 2019)**

**Dix-huitième session  
(4 mai (en ligne) et 7 septembre 2020)**



**Nations Unies • New York, 2020**

*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Questions d'organisation et questions diverses .....	1
A. États parties à la Convention .....	1
B. Séances et sessions .....	1
C. Composition du Comité et participation .....	2
D. Décisions du Comité .....	2
E. Adoption du rapport annuel .....	4
II. Méthodes de travail .....	5
III. Relations avec les parties prenantes .....	6
A. Réunions avec les États Membres .....	6
B. Réunion avec les organismes des Nations Unies .....	6
C. Réunions avec les organisations non gouvernementales et la société civile .....	7
D. Réunions avec d'autres parties prenantes .....	7
IV. Examen des rapports soumis par les États parties en application du paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention .....	8
I. Adoption du rapport sur le suivi des observations finales .....	9
VI. Adoption des listes de points .....	10
VII. Établissement de rapports au titre de la Convention .....	11
VIII. Représailles .....	12
IX. Examen des renseignements complémentaires soumis par les États parties en application du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention .....	13
X. Procédure d'action en urgence prévue à l'article 30 de la Convention .....	14
A. Demandes d'action en urgence reçues et enregistrées depuis la création du Comité .....	14
B. Suite donnée aux demandes d'action en urgence après leur enregistrement : tendances observées depuis la seizième session (au 30 septembre 2019) .....	14
C. Actions en urgence suspendues, clôturées, ou maintenues ouvertes afin de protéger les personnes en faveur desquelles des mesures de protection ont été autorisées .....	17
D. Décisions prises par le Comité à ses dix-septième et dix-huitième sessions .....	18
XI. Procédure de communication prévue à l'article 31 de la Convention .....	19
XII. Visites prévues à l'article 33 de la Convention .....	20
XIII. Principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues .....	21
<b>Annexes</b>	
I. États parties à la Convention au 4 mai 2020 et état de la soumission de leur rapport .....	22



## Chapitre I

### Questions d'organisation et questions diverses

#### A. États parties à la Convention

1. Au 4 mai 2020, date de l'ouverture de la dix-huitième session du Comité des disparitions forcées, 62 États étaient parties à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et 98 États en étaient signataires. La Convention a été adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/177 du 20 décembre 2006 et ouverte à la signature et à la ratification le 6 février 2007. Conformément au paragraphe 1 de son article 39, elle est entrée en vigueur le 23 décembre 2010.

2. La liste actualisée des États parties à la Convention, ainsi que des informations sur les déclarations faites en vertu des articles 31 et 32 et sur les réserves formulées, sont disponibles sur le site Web du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat<sup>1</sup>.

#### B. Séances et sessions

3. Le Comité a tenu sa dix-septième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 30 septembre au 11 octobre 2019. Il s'est réuni à 20 reprises en séance plénière et a adopté son ordre du jour (CED/C/17/1) à sa 294<sup>e</sup> séance. La dix-septième session a été ouverte par le Chef de la Section des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

4. Dans sa déclaration liminaire, le Chef de la Section des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels a souhaité la bienvenue aux nouveaux États parties à la Convention – la Dominique, les Fidji et la Norvège – et a dit qu'il importait de continuer à promouvoir la ratification. L'Argentine, la Colombie et le Mexique s'étaient référés aux principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues (CED/C/7), que le Comité avait adoptés à sa seizième session, en avril 2019. Le Chef de la Section a souligné que le HCDH apportait son soutien aux mesures prises par les pays pour lutter contre les disparitions forcées et, plus largement, aux travaux du Comité. Concernant la situation financière des organes conventionnels, l'état général de la trésorerie et le manque cruel de personnel au sein du Service des traités relatifs aux droits de l'homme du HCDH étaient toujours très préoccupants et rendaient l'avenir incertain. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme avait dit que l'examen du système des organes conventionnels prévu en 2020 serait l'occasion de renforcer l'influence qu'avaient les délibérations de ces organes sur le terrain, notamment grâce à la rationalisation et à l'harmonisation des procédures.

5. Conformément aux mesures de précaution prises dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la dix-huitième session du Comité, qui devait initialement se tenir à Genève du 30 mars au 9 avril 2020, s'est ouverte par vidéoconférence le 4 mai 2020 (314<sup>e</sup> séance). Des experts ont pris part aux débats depuis Tokyo et Lima, entre autres, et la séance a été diffusée sur la télévision Web des Nations Unies. Le Chef du Service des traités relatifs aux droits de l'homme a ouvert la session. Il a souligné la portée de cette séance d'ouverture, qui venait lancer la première session en ligne de l'histoire des organes conventionnels. En prenant une telle mesure en dépit des concessions que cela exigeait, le Comité avait prouvé que la Convention continuait de s'appliquer dans tous les États et à toutes les victimes de disparition forcée, quelles que soient les circonstances. Les cas de disparitions forcées dans le contexte de la COVID-19 étaient particulièrement préoccupants et la maladie ne pouvait en aucun cas justifier la disparition de personnes. Le Chef du Service des traités relatifs aux droits de l'homme a mis l'accent sur le mandat non négligeable de protection et de prévention des organes

<sup>1</sup> [https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-16&chapter=4&clang=\\_fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-16&chapter=4&clang=_fr).

conventionnels et a rappelé qu'il importait de continuer à promouvoir la ratification de la Convention. Le 8 avril 2020, dans le cadre de l'examen du système des organes conventionnels, le Président de l'Assemblée générale avait nommé les Représentants permanents du Maroc et de la Suisse cofacilitateurs et les avait chargés de mener des consultations informelles et de lui faire rapport d'ici septembre 2020. Les activités étaient menées en ligne et l'on espérait que ce processus aboutisse à la modification des mesures prises en application de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, y compris en ce qui concernait les ressources nécessaires, afin de permettre au système des organes conventionnels de surmonter les difficultés auxquelles il faisait face. Le Chef du Service des traités relatifs aux droits de l'homme a appelé l'attention sur le troisième rapport du Secrétaire général sur la situation du système des organes conventionnels des droits de l'homme (A/74/643).

6. Dans sa déclaration liminaire, le Président du Comité a mis en avant le caractère novateur de la session en cours – la première à se tenir en ligne – et a rappelé que le Comité était résolu à venir en aide aux victimes, soulignant que les droits et obligations énoncés dans la Convention continuaient de s'appliquer quelles que soient les circonstances. Un hommage a ensuite été rendu aux victimes de disparition forcée. Mère d'une personne disparue en Colombie, María Nohemí Barbosa González a pris la parole pour témoigner des difficultés qui avaient accompagné la recherche de son fils et pour remercier le Comité de son intervention rapide et de l'appui permanent qu'il lui avait apporté dans le cadre de sa procédure d'action en urgence. C'était la première fois dans l'histoire du Comité qu'une victime prenait la parole à l'ouverture d'une session. Faute de dispositif approprié permettant l'interprétation consécutive, le Comité a jugé nécessaire de reporter les dialogues avec les États parties qui avaient été prévus pour la dix-huitième session. Il a tenu une séance privée en ligne au cours de laquelle il a adopté les listes de points concernant les rapports soumis par le Brésil et le Panama en application du paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention et examiné l'ordre du jour provisoire de la dix-neuvième session. La dix-huitième session a ensuite été suspendue, mais elle restera ouverte jusqu'au premier jour de la dix-neuvième session afin de permettre au Comité d'adopter d'autres documents, y compris son rapport à l'Assemblée générale, lors de réunions virtuelles. Cette session, en tant que première session d'un organe conventionnel à s'être tenue en ligne, a été riche d'enseignements s'agissant de l'organisation d'autres sessions dans le contexte de la COVID-19 et a ouvert de nouvelles pistes de réflexion concernant les méthodes de travail des organes conventionnels. Le Président du Comité a adressé une lettre à la Haute-Commissaire à ce sujet, lettre qui a ensuite été transmise aux Présidents des autres organes conventionnels et aux deux cofacilitateurs de l'examen.

## C. Composition du Comité et participation

7. Tous les membres du Comité sauf un ont assisté à la dix-septième session, et un membre était excusé pour la dix-huitième session. La liste des membres actuels, avec indication de la durée de leur mandat, peut être consultée à l'adresse [www.ohchr.org/FR/HRBodies/CED/Pages/Membership.aspx](http://www.ohchr.org/FR/HRBodies/CED/Pages/Membership.aspx).

8. Rompant avec la pratique antérieure, l'entrée en fonction des nouveaux membres du Comité a dû se tenir lors de la dix-septième session, car les ressources financières nécessaires à la formation n'étaient jusqu'alors pas disponibles.

## D. Décisions du Comité

9. À sa dix-septième session, le Comité a notamment décidé :

a) D'élire par consensus, en tenant dûment compte du principe de représentation géographique équitable, les membres du Bureau ci-après :

- Président : Mohammed Ayat (Maroc) ;
- Vice-Présidents : Horacio Ravenna (Argentine), Milica Kolaković-Bojović (Serbie) et Olivier de Frouville (France) ;



- Rapporteur : Teraya Koji (Japon) ;

b) De désigner des rapporteurs pour les pays en vue de l'examen, à sa dix-huitième session, des rapports soumis par l'Iraq, la Mongolie et la Suisse en application du paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention, ainsi que des rapporteurs pour les pays chargés d'établir les listes de points concernant les rapports soumis par le Brésil et le Panama ;

c) D'adopter la liste de points établie en l'absence du rapport du Nigéria ;

d) D'approuver la vision commune adoptée par les Présidents des organes conventionnels concernant l'examen du système des organes conventionnels prévu en 2020 ;

e) De renforcer ses méthodes de travail, en particulier s'agissant des renseignements complémentaires soumis par les États parties en application du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention ;

f) D'adopter le rapport sur les demandes d'action en urgence (CED/C/17/2) ;

g) De continuer la procédure de suivi concernant la communication *Yrusta et Del Valle Yrusta c. Argentine* (CED/C/10/D/1/2013) ;

h) D'adopter la liste de points à inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa dix-huitième session.

10. À sa dix-huitième session<sup>2</sup>, le Comité a notamment décidé :

a) De confirmer la nomination de rapporteurs pour les pays en vue de l'examen, reporté à sa dix-neuvième session, des rapports soumis par l'Iraq, la Mongolie et la Suisse en application du paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention ; de désigner un rapporteur pour le pays en vue de l'examen du rapport soumis par la Colombie ; de désigner des rapporteurs pour les pays chargés d'établir les listes de points concernant les rapport soumis par la Grèce, le Niger et la Tchéquie et une liste de points en l'absence du rapport du Mali ;

b) De reporter à sa dix-neuvième session l'adoption des observations finales concernant les rapports soumis par la Mongolie et la Suisse en application du paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention, des observations finales concernant les renseignements complémentaires soumis par l'Iraq en application du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention et de son rapport sur les demandes d'action en urgence ;

c) D'adopter les listes de points concernant les rapports soumis par le Brésil et le Panama en application du paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention ;

d) D'adopter le rapport annuel qu'il doit soumettre à l'Assemblée générale à la soixante-quinzième session de celle-ci ;

e) De reporter l'adoption de ses nouvelles lignes directrices sur la présentation de demandes d'action en urgence et de ses lignes directrices sur la présentation de communications émanant de particuliers ;

f) De reporter l'adoption de son rapport sur le suivi des communications émanant de particuliers concernant *Yrusta et Del Valle Yrusta c. Argentine* ;

g) De reporter son débat sur le renforcement de ses méthodes de travail, en particulier s'agissant des renseignements complémentaires soumis par les États parties en application du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention et de sa stratégie visant à promouvoir la ratification de la Convention ;

h) D'organiser, à sa dix-neuvième session, une séance conjointe avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et une activité conjointe à l'occasion du quarantième anniversaire du Groupe de travail et du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention ;

<sup>2</sup> Concernant la dix-huitième session, les débats se sont tenus et les décisions ont été adoptées par le Comité à sa séance en ligne, le 4 mai 2020, et pendant la période intersessions.

i) D'encourager l'organisation d'une séance conjointe avec les autres organes conventionnels qui se réuniront à Genève aux dates de sa dix-neuvième session, à savoir le Comité des droits des personnes handicapées et le Comité des droits de l'enfant ;

j) D'adopter la liste de points à inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa dix-neuvième session.

## **E. Adoption du rapport annuel**

11. Le 9 juin 2020, en application du paragraphe 1 de l'article 36 de la Convention, le Comité a adopté son neuvième rapport à l'Assemblée générale, qui porte sur les travaux de ses dix-septième et dix-huitième sessions. Avant l'adoption, le rapporteur du Comité a communiqué le projet de rapport aux membres du Comité, qui ont ensuite eu une semaine pour formuler des observations et suggestions par écrit. Toutes les contributions ont été incluses dans le projet de rapport. Le rapport a été adopté dans le cadre de la procédure d'approbation tacite.

## **Chapitre II**

### **Méthodes de travail**

12. Au cours de ses dix-septième et dix-huitième sessions, le Comité a utilisé l'anglais, l'espagnol et le français comme langues de travail.

13. À sa dix-septième session, le Comité a examiné les questions suivantes :

- a) Méthodes de travail relatives aux articles 29 à 34 de la Convention ;
- b) Stratégie visant à inciter un plus grand nombre de pays à ratifier la Convention ;
- c) Ressources allouées au Comité ;
- d) Questions diverses.

14. À sa dix-huitième session, le Comité s'est penché sur les éléments nécessaires à la bonne tenue des sessions en ligne pour ce qui est des modalités, des ressources techniques et de l'ordre du jour éventuel, et sur la possibilité d'envisager d'avoir de nouveau recours à ce format si des circonstances exceptionnelles l'exigent. Le Comité a également consacré une séance à la procédure prévue au paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention.

## Chapitre III

### Relations avec les parties prenantes

#### A. Réunions avec les États Membres

15. Le 7 octobre 2019, le Comité a tenu une réunion publique avec les États Membres, à laquelle ont participé les 39 États suivants : Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Argentine, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil, Chili, Colombie, Croatie, Cuba, Émirats arabes unis, Espagne, État de Palestine, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Îles Marshall, Iraq, Italie, Liban, Liechtenstein, Maldives, Maroc, Mauritanie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Paraguay, Pérou, Sri Lanka, Tchéquie, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du). Au cours de la séance, le Maroc, la France, l'Albanie, les Émirats arabes unis, le Mexique et la Belgique ont fait des déclarations. Le Maroc a souligné qu'il collaborait avec l'Argentine, la France et le Japon afin de tendre vers la ratification universelle de la Convention et qu'il continuerait à défendre cette cause. La France a réaffirmé son attachement aux travaux du Comité et s'est félicitée de l'adoption des principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues. Elle a aussi encouragé le Comité à intensifier ses échanges avec les autres organes conventionnels et avec les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme afin que la jurisprudence soit la plus cohérente possible. L'Albanie a souligné l'importance des travaux du Comité s'agissant d'assurer l'application efficace de la Convention. Les Émirats arabes unis ont évoqué la question des disparitions qui se produisent alors que les personnes sont en transit dans un État. Le Mexique a constaté que les femmes étaient sous-représentées au sein du Comité nouvellement composé et a dit qu'il faudrait en tenir compte lors des prochaines nominations et élections. Il a salué les efforts déployés par le Comité pour utiliser la vidéoconférence. La Belgique a déclaré qu'elle attachait une grande importance à l'indépendance des organes conventionnels, qui devraient être dotés de toutes les ressources nécessaires, et a réaffirmé son engagement en faveur du processus de renforcement des organes conventionnels et de l'examen prévu en 2020.

16. Conformément aux mesures de précaution prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la réunion publique avec les États Membres qui devait se tenir le 6 avril 2020 a été annulée.

#### B. Réunion avec les organismes des Nations Unies

17. À sa dix-septième session, le Comité a tenu une réunion privée avec la Haute-Commissaire aux droits de l'homme. Celle-ci a renouvelé le soutien du HCDH au Comité et a associé le Haut-Commissariat aux efforts déployés par la communauté internationale pour inciter un plus grand nombre de pays à ratifier la Convention.

18. Le 7 octobre 2019, le Comité a tenu une réunion publique avec des organismes et mécanismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales. Un représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est félicité que le Comité ait adopté les principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues, en particulier qu'il ait mis l'accent sur les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants et qu'il considère que les États devraient prendre des mesures coordonnées pour prévenir les disparitions dans les contextes transfrontaliers. Le HCR s'est réjoui d'avoir pu poursuivre sa collaboration avec le Comité – y compris à l'approche du premier Forum mondial sur les réfugiés, qui s'est tenu en décembre 2019 – l'objectif étant de protéger les demandeurs d'asile, les réfugiés, les personnes déplacées et les apatrides contre les disparitions forcées.

19. À sa dix-huitième session, le Comité a tenu une réunion privée avec le Chef du Service des traités relatifs aux droits de l'homme du HCDH afin de discuter de l'avancement de l'examen du système des organes conventionnels et de la réunion des Présidents qui devait se tenir en juin 2020.

20. Conformément aux mesures de précaution prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la réunion publique avec les organismes et mécanismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales qui devait se tenir le 6 avril 2020 a été annulée.

### **C. Réunions avec les organisations non gouvernementales et la société civile**

21. Le 7 octobre 2019, le Comité a tenu une réunion privée avec des représentants de l'organisation Genève pour les droits de l'homme : formation internationale. Le secrétariat a donné lecture d'une déclaration de l'organisation « Todos los niños robados son también mis niños » (Tous les enfants volés sont aussi mes enfants).

22. Conformément aux mesures de précaution prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la réunion publique avec les organisations non gouvernementales et la société civile qui devait se tenir le 6 avril 2020 a été annulée.

### **D. Réunions avec d'autres parties prenantes**

23. Le 9 octobre 2019, l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève a animé un débat sur les initiatives entreprises comme suite à l'adoption des principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues.

24. Conformément aux mesures de précaution prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19, toutes les réunions avec d'autres parties prenantes qui devaient se tenir pendant la dix-huitième session ont été annulées ou reportées.

## **Chapitre IV**

### **Examen des rapports soumis par les États parties en application du paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention**

25. À sa dix-septième session, le Comité a examiné les rapports de la Bolivie (État plurinational de) ([CED/C/BOL/1](#)) et de la Slovaquie ([CED/C/SVK/1](#)), et a adopté les observations finales concernant ces rapports ([CED/C/BOL/CO/1](#) et [CED/C/SVK/CO/1](#)).

26. Le dialogue avec l'État plurinational de Bolivie s'est déroulé selon des modalités hybrides, avec un représentant de l'État partie présent sur place et plusieurs représentants qui ont participé activement, depuis la capitale et par vidéoconférence, aux six heures de dialogue.

27. Conformément aux mesures de précaution prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les dialogues prévus à la dix-huitième session dans le cadre de l'examen des rapports de la Mongolie ([CED/C/MNG/1](#)) et de la Suisse ([CED/C/CHE/1](#)) ont été reportés à la dix-neuvième session.

## **Chapitre V**

### **Adoption du rapport sur le suivi des observations finales**

28. En raison du manque d'effectifs au secrétariat, le Comité n'a pas pu procéder à l'examen prévu du rapport sur le suivi des observations finales concernant l'Albanie, l'Autriche, le Gabon, le Honduras et la Lituanie.

## Chapitre VI

### Adoption des listes de points

29. À sa dix-septième session, le Comité a adopté les listes de points concernant la Mongolie ([CED/C/MNG/Q/1](#)) et la Suisse ([CED/C/CHE/Q/1](#)), et la liste de points établie en l'absence du rapport du Nigéria ([CED/C/NGA/QAR/1](#)).

30. À sa dix-huitième session<sup>3</sup>, le Comité a adopté les listes de points concernant le Brésil ([CED/C/BRA/Q/1](#)) et le Panama ([CED/C/PAN/Q/1](#)).

---

<sup>3</sup> Concernant la dix-huitième session, les débats se sont tenus et les décisions ont été adoptées par le Comité à sa séance en ligne, le 4 mai 2020, et pendant la période intersessions.



## **Chapitre VII**

### **Établissement de rapports au titre de la Convention**

31. À sa dix-septième session, le Comité a remercié l'ensemble des États parties ayant soumis leur rapport dans les délais impartis et a encouragé tous les autres à suivre leur exemple. Il s'est déclaré profondément préoccupé par le grand nombre de rapports en retard, en particulier dans le cas du Mali et de la Zambie, qui avaient pourtant été parmi les premiers à ratifier la Convention. Il a fait observer que les rapports du Belize, du Bénin, du Cambodge, du Costa Rica, du Lesotho, du Malawi, de Malte, de la Mauritanie, du Maroc, de la République centrafricaine, du Samoa, des Seychelles, de Sri Lanka, du Togo et de l'Ukraine avaient beaucoup de retard. Rappelant que la soumission des rapports en temps voulu était une condition préalable au bon fonctionnement du Comité, le Président a exhorté tous les États parties à s'acquitter de l'obligation juridique qui leur incombait de présenter leur rapport dans les délais fixés.

32. Entre les seizième et dix-septième sessions, le Brésil, le Niger, le Panama et la Tchéquie ont soumis leurs rapports au Comité.

33. En février 2020, le Comité a adressé un premier rappel au Bénin, au Malawi et aux Seychelles, un deuxième rappel à la République centrafricaine et à Sri Lanka, un troisième rappel au Belize, à Malte et à l'Ukraine, un quatrième rappel au Lesotho et au Togo, un cinquième rappel au Cambodge et au Maroc, un sixième rappel au Costa Rica, à la Mauritanie et à Samoa, un septième rappel à la Zambie, et un huitième rappel au Mali.

34. À sa dix-huitième session<sup>4</sup>, le Comité a décidé d'examiner, en l'absence de rapport, la situation du Mali et d'adopter une liste de points en l'absence de rapport à sa dix-neuvième session.

35. Le 7 mai 2020, le Costa Rica a soumis son rapport au Comité.

36. La liste complète des États parties et l'état de soumission de leurs rapports figurent dans l'annexe au présent document.

<sup>4</sup> Concernant la dix-huitième session, les débats se sont tenus et les décisions ont été adoptées par le Comité à sa séance en ligne, le 4 mai 2020, et pendant la période intersessions.

## **Chapitre VIII**

### **Représailles**

37. Le Comité a noté avec satisfaction qu'au cours de la période considérée, il n'avait reçu aucune allégation de la part de particuliers concernant des actes d'intimidation ou de représailles contre des personnes qui coopéraient ou cherchaient à coopérer avec lui.

## **Chapitre IX**

### **Examen des renseignements complémentaires soumis par les États parties en application du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention**

38. Pendant la période couverte par le présent rapport, le Comité a reçu des renseignements complémentaires de la part de l'Argentine ([CED/C/ARG/AI/1](#)), de la Colombie ([CED/C/COL/AI/1](#)), de l'Espagne ([CED/C/ESP/AI/1](#)), de la France ([CED/C/FRA/AI/1](#)), de l'Iraq ([CED/C/IRQ/AI/1](#)) et de l'Uruguay ([CED/C/URY/AI/1](#)).

39. Conformément aux mesures de précaution prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le dialogue prévu à la dix-huitième session dans le cadre de l'examen des renseignements complémentaires soumis par l'Iraq a été reporté à la dix-neuvième session.

## Chapitre X

### Procédure d'action en urgence prévue à l'article 30 de la Convention

#### A. Demandes d'action en urgence reçues et enregistrées depuis la création du Comité

40. À sa dix-huitième session<sup>5</sup>, afin de permettre un débat approfondi sur certaines questions, le Comité a décidé de reporter à sa dix-neuvième session l'adoption de son rapport sur les demandes d'action en urgence. Au 4 mai 2020, date de l'ouverture de la dix-huitième session, le Comité avait reçu un total de 895 demandes d'action en urgence. Dans le rapport sur les demandes d'action en urgence adopté à sa dix-septième session, le Comité a présenté les décisions prises au sujet des 782 demandes qui avaient été enregistrées au 30 septembre 2019, y compris des 220 nouvelles demandes enregistrées depuis la seizième session et qui concernaient l'Iraq, le Mexique et la Tunisie.

41. Le tableau ci-dessous présente par année et par État partie les 782 demandes d'action en urgence enregistrées par le Comité entre 2012 et le 30 septembre 2019.

#### Demandes d'action en urgence enregistrées au 30 septembre 2019, par année et par État partie

Année	Argentine	Arménie	Brésil	Cambodge	Colombie	Cuba	Honduras	Iraq	Kazakhstan	Lituanie	Mauritanie	Mexique	Maroc	Sri Lanka	Togo	Tunisie	Total
2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	5
2013	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	6 <sup>a</sup>	-	-	-	-	7
2014	-	-	1	1	1	-	-	5	-	-	-	43	-	-	-	-	51
2015	-	-	-	-	3	-	-	42	-	-	-	165	-	-	-	-	210
2016	-	-	-	-	4	-	-	22	-	-	-	58	1	-	-	-	85
2017	2	1	-	-	3	-	-	43	2	-	1	31	2	1	-	-	86
2018	-	-	-	-	9	1	14	50	-	-	-	42	-	-	2	-	118
2019 <sup>b</sup>	-	-	-	1	1	-	-	209	-	1	-	7	-	-	-	1	220
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>371</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>357</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>782</b>

<sup>a</sup> La demande d'action en urgence n° 9/2013 concerne deux personnes. Elle est donc comptabilisée deux fois.

<sup>b</sup> Au 30 septembre 2019.

#### B. Suite donnée aux demandes d'action en urgence après leur enregistrement : tendances observées depuis la seizième session (au 30 septembre 2019)

42. Le Comité entretient des contacts permanents avec les États parties, par l'intermédiaire des missions permanentes, et avec les auteurs des demandes d'action en urgence, au moyen de notes et de lettres, ainsi que dans le cadre de réunions ou par téléphone.

43. Les informations fournies depuis la seizième session au titre de la procédure d'action en urgence confirment plusieurs des tendances qui se dégagent des rapports sur les demandes d'action en urgence adoptés aux onzième à seizième sessions ([CED/C/11/3](#), [CED/C/12/2](#), [CED/C/13/3](#), [CED/C/14/2](#), [CED/C/15/3](#) et [CED/C/16/2](#)). La majorité des

<sup>5</sup> Concernant la dix-huitième session, les débats se sont tenus et les décisions ont été adoptées par le Comité à sa séance en ligne, le 4 mai 2020, et pendant la période intersessions.

demandes d'action en urgence enregistrées portent encore sur des faits survenus au Mexique et en Iraq. S'agissant de la période couverte par le présent rapport, le Comité a constaté les tendances ci-après dans les États parties intéressés.

## **1. Tendances concernant le Mexique et l'Iraq**

### **a) Mexique**

44. L'État partie a répondu à toutes les demandes d'action en urgence enregistrées récemment. Toutefois, les délais de réponse sont de plus en plus longs pour les lettres de suivi : avec le temps, les informations fournies sont de plus en plus succinctes et les réponses reçues montrent souvent que les procédures de recherche et d'enquête n'avancent pas.

45. Il ressort encore des informations reçues de l'État partie que les mesures prises sont sporadiques, isolées, essentiellement formelles et qu'elles ne semblent pas s'inscrire dans une stratégie d'enquête et de recherche préalablement définie. Les initiatives des membres de la famille, des proches et des représentants des personnes disparues restent essentielles à la progression des procédures de recherche et d'enquête.

46. Dans la grande majorité des cas, les auteurs des demandes d'action en urgence expriment leur frustration face au manque de diligence dans les procédures de recherche et d'enquête. À cet égard, ils regrettent qu'aucune enquête sur le terrain ni analyse approfondie des éléments de preuve disponibles ou des informations qu'ils fournissent aux autorités chargées des recherches et des enquêtes ne soit menée.

47. Les auteurs affirment encore souvent que les autorités chargées des recherches et des enquêtes sont directement ou indirectement impliquées dans les faits en cause et que les procédures sont au point mort. Dans les cas en question, le Comité a insisté sur l'importance d'établir des mécanismes de responsabilisation des agents de l'État chargés des recherches et des enquêtes, et a demandé à l'État partie que les allégations selon lesquelles des interventions d'agents de l'État ont entravé les procédures fassent l'objet d'une enquête.

48. Le Comité tient à faire part de ses préoccupations quant aux informations selon lesquelles les familles de personnes disparues ont fait l'objet d'actes d'intimidation et de menaces lorsqu'elles ont insisté pour qu'une enquête soit menée sur les circonstances de la disparition forcée de leurs proches. Ces menaces revêtent diverses formes, y compris celles de menaces de mort, de rondes autour du domicile des proches ou de décisions de procédure qui nuisent à la protection des personnes concernées (par exemple la levée d'une mesure visant à garder secrète l'identité d'un témoin clef dans une enquête du fait du transfert du dossier au parquet de l'État de Guerrero). Pour les cas en question, le Comité demande de nouveau à l'État partie de prendre les mesures de protection nécessaires pour : a) protéger la vie et la sécurité des personnes concernées ; b) permettre à quiconque de rechercher un proche disparu sans être soumis à des actes de violence ou de harcèlement. Il lui demande également de prendre des mesures plus ciblées chaque fois que cela est nécessaire (par exemple, de faire en sorte que l'identité des personnes soit gardée secrète en cas de transfert du dossier).

### **b) Iraq**

49. Le Comité constate avec une profonde préoccupation qu'en dépit de l'envoi de plusieurs rappels, l'État partie n'a pas répondu à la majorité des demandes d'action en urgence enregistrées pour des faits survenus sur son territoire. Les quatre rappels envoyés pour 53 des demandes d'action en urgence enregistrées sont restés sans réponse. Dans les cas où le Comité a reçu une réponse, l'État partie n'a pas fourni la moindre information sur les mesures prises pour rechercher les personnes disparues et enquêter sur leur présumée disparition forcée. Il n'a pas non plus précisé les moyens d'action dont disposent les victimes. De plus, les proches des personnes disparues ont de nouveau déclaré qu'ils étaient généralement maltraités par les autorités de l'État lorsqu'ils demandaient des renseignements ou un soutien dans le cadre de la recherche des personnes disparues et de l'enquête sur leur présumée disparition forcée. Le Comité appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que l'État partie ne respecte pas les obligations qui lui

incombent au titre de l'article 30 de la Convention pour ce qui est des 53 demandes d'action en urgence susmentionnées.

50. Dans plusieurs de ses réponses, l'État partie s'est contenté de souligner que les victimes présumées étaient affiliées à des groupes terroristes. Ainsi, au cours de la période considérée, le Comité a enregistré 192 nouvelles demandes d'action en urgence qui concernaient la disparition forcée présumée de 192 personnes au point de contrôle d'Al-Razaza, dans la province d'Anbar. Le Comité a été informé que, le 26 octobre 2014, dans le contexte de la lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant, de nombreuses familles ont fui Jourf el-Sakhr (province de Babil) pour se rendre dans des zones plus sûres et étaient passées par le point de contrôle en question, à l'époque contrôlé par des brigades du Hezbollah. Il a également été informé que les 192 personnes en question avaient été arrêtées alors qu'elles tentaient de franchir ce point de contrôle et que des membres du Hezbollah les avaient conduites de force vers un lieu inconnu. On ignore toujours où se trouvent ces personnes, malgré la série de plaintes déposées par les membres de leur famille auprès des autorités de l'État partie. Le Comité a demandé à l'État partie de prendre immédiatement des mesures en vue de chercher et retrouver les personnes disparues, d'enquêter sur leur présumée disparition forcée et de faire en sorte qu'elles soient placées sous la protection de la loi, et de prendre les mesures nécessaires pour identifier les responsables. L'État partie a répondu en affirmant que toutes les personnes visées dans ces actions en urgence étaient liées à l'État islamique d'Iraq et du Levant et que sept d'entre elles avaient été tuées. Ces informations ont été transmises aux auteurs des demandes afin qu'ils formulent des commentaires. De manière plus générale, le Comité a été informé de plusieurs cas dans lesquels les familles ou les proches de personnes disparues ont été victimes de représailles après avoir signalé les faits en cause aux autorités compétentes ; il prend note avec préoccupation de cette situation et des effets délétères qu'elle peut avoir sur la possibilité, pour ces personnes, de solliciter l'intervention des autorités chargées de rechercher les personnes disparues et d'enquêter sur leur disparition.

## **2. Autres États parties**

51. Pour ce qui est des demandes d'action en urgence concernant d'autres États parties, le Comité estime que le faible nombre de demandes enregistrées ne permet pas de dégager de tendance. Il souhaite toutefois appeler l'attention sur des éléments de certaines des demandes qu'il a reçues.

### **a) Brésil**

52. Dans le cas de Davi Santos Fiúza (action en urgence n° 61/2014), le Comité a adressé à l'État partie une nouvelle lettre de suivi dans laquelle il prenait note des informations suivantes : les conclusions des quatre années de recherche et d'enquête de police ont été communiquées au Bureau du Procureur général de l'État de Bahia ; selon les autorités de police, il est possible que 17 membres de la police de l'État de Bahia (police militaire) soient impliqués ; le Procureur général examine le dossier en vue de déterminer la responsabilité de chacun des 17 policiers et de traduire les responsables en justice. Néanmoins, à la lumière des informations recueillies dans le cadre de l'action en urgence, le Comité a déploré le retard pris par le Bureau du Procureur général dans l'instruction de l'affaire, alors même que celui-ci avait reçu les résultats de l'enquête de police, et le fait qu'aucune mesure supplémentaire n'ait été prise pour chercher et retrouver M. Santos Fiúza.

### **b) Colombie**

53. Comme indiqué dans les rapports sur les sessions précédentes, il ressort des renseignements communiqués par l'État partie au sujet des 21 actions en urgence enregistrées que les enquêtes et les recherches sont souvent au point mort quelques mois après leur lancement.

54. En ce qui concerne les actions en urgence n°s 378/2017, 379/2017 et 380/2017, il a été porté à la connaissance du Comité que quatre personnes avaient été arrêtées et avaient donné des renseignements sur le lieu où se trouvaient les restes des enfants disparus. Ces personnes ont été inculpées de disparition forcée. Les trois enfants ont été retrouvés morts dans le

quartier de Cerro Norte à Usaqué, en mai 2019. L'information a été transmise aux auteurs des demandes d'action en urgence susmentionnées, pour qu'ils formulent des commentaires.

**c) Togo**

55. Concernant les cas d'Atsou Adzi et de Messan Koku Adzi (actions en urgence n<sup>os</sup> 543/2018 et 544/2018), l'État partie a envoyé sa réponse le 17 juillet 2019 ; il y indiquait que, dans le cadre des enquêtes sur les disparitions en question, les autorités togolaises avaient découvert qu'Atsou Adzi était décédé le 3 janvier 2014 en raison de problèmes de santé. Ce fait aurait été confirmé par plusieurs personnes, dont un oncle de l'intéressé, qui a organisé les funérailles, et le chef du canton de Gapé. Quant à Messan Koku Adzi, les autorités togolaises affirment l'avoir localisé le 29 juin 2019 à Lomé, où il résiderait. Elles affirment également qu'il était en contact avec sa famille à Gapé. Les autorités ont enquêté et conclu que les deux intéressés avaient inventé cette histoire. Les observations de l'État partie ont été transmises aux auteurs des demandes d'action en urgence pour qu'ils formulent des commentaires. Le Comité prendra une décision sur cette demande d'action en urgence au vu des réponses qu'il aura reçues.

**d) Tunisie**

56. Au cours de la période considérée, une demande d'action en urgence (n<sup>o</sup> 768/2019) a été enregistrée au nom de Mohamed Guefassa, ressortissant algérien disparu dans les eaux territoriales tunisiennes lors de son interception par les garde-côtes tunisiens dans la nuit du 2 octobre 2016, alors qu'il tentait de rejoindre illégalement la Sardaigne (Italie) depuis l'Algérie. Selon les informations fournies au Comité, M. Guefassa pourrait être détenu illégalement en Tunisie pour des faits de terrorisme. Le Comité a demandé à l'État partie de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour chercher, retrouver et protéger M. Guefassa. À la date du présent rapport, l'État partie n'avait pas répondu à la note verbale du Comité. Un rappel a été envoyé.

**3. Faits nouveaux**

57. Depuis août 2019, comme suite à l'adoption et à la publication des principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues, le Comité a fait expressément référence aux principes en question dans ses lettres de suivi, afin d'étayer le contenu des recommandations adressées aux États parties. Chaque fois que nécessaire, le texte des principes directeurs a aussi été annexé aux lettres de suivi.

**C. Actions en urgence suspendues, clôturées, ou maintenues ouvertes afin de protéger les personnes en faveur desquelles des mesures de protection ont été autorisées**

58. En application des critères adoptés par le Comité en séance plénière à sa huitième session :

a) Une action en urgence est suspendue lorsque la personne disparue a été retrouvée, mais qu'elle est toujours en détention. En effet, en pareil cas, cette personne est particulièrement exposée au risque de disparaître à nouveau et de ne plus bénéficier de la protection de la loi ;

b) Une action en urgence est clôturée lorsque la personne disparue a été retrouvée libre, quand elle a été retrouvée puis libérée ou quand elle a été retrouvée morte et que les membres de la famille ou les auteurs ne contestent pas ces faits ;

c) Une action en urgence est maintenue ouverte si la personne disparue a été retrouvée, mais que les personnes en faveur desquelles des mesures de protection ont été autorisées dans le cadre de l'action en urgence demeurent menacées. Dans ce cas, le Comité se contente d'assurer le suivi des mesures de protection autorisées.

59. À la date d'établissement du présent rapport, le Comité avait clôturé un total de 52 actions en urgence : dans 29 cas, les personnes disparues avaient été retrouvées vivantes et remises en liberté et dans les 23 autres, les personnes disparues avaient été retrouvées mortes.

60. En outre, le Comité a suspendu 13 procédures d'action en urgence, car les personnes disparues ont été retrouvées, mais demeuraient en détention.

61. Dans deux actions en urgence, la personne disparue a été retrouvée morte, mais l'action en urgence demeure ouverte parce que les personnes en faveur desquelles des mesures de protection ont été autorisées continuent de recevoir des menaces.

62. Dans l'une des actions en urgence, l'auteur a fait savoir que des restes du corps de son mari avaient été retrouvés. Elle a souligné qu'elle n'était pas satisfaite pour autant, car elle ne partageait pas l'avis des autorités, qui jugeaient qu'il n'était pas nécessaire de poursuivre la recherche des autres parties de la dépouille. Le Comité rappelle qu'en application du principe 7 des principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues, lorsque seuls des restes partiels ont pu être retrouvés et identifiés, la décision de poursuivre les recherches pour retrouver et identifier les restes manquants doit tenir compte des possibilités réelles d'identifier d'autres restes et des besoins exprimés par les membres de la famille conformément aux normes régissant leurs rites funéraires. La décision de ne pas poursuivre les recherches doit être prise de manière transparente avec le consentement préalable et éclairé de la famille. Le Comité a donc décidé de maintenir l'action en urgence ouverte.

#### **D. Décisions prises par la Comité à ses dix-septième et dix-huitième sessions**

63. Le Comité a réaffirmé qu'étant donné l'augmentation du nombre de demandes d'action en urgence enregistrées, il était urgent d'augmenter le nombre de fonctionnaires du secrétariat du HCDH chargés de traiter des demandes.

64. À sa dix-septième session, le Comité a confirmé la composition de son groupe de travail sur les actions en urgence et a rappelé que la répartition des tâches entre les membres de celui-ci se fondait sur la langue dans laquelle la demande d'action en urgence avait été rédigée. Le secrétariat a rappelé les méthodes de travail du Comité concernant les actions en urgence, lesquelles ont été confirmées en séance plénière.

65. Le Comité a confirmé que si la situation l'exigeait, il serait fait référence à l'obligation qui incombe aux États parties, sans préjudice de l'obligation de poursuivre l'enquête jusqu'à l'élucidation du sort de la personne disparue, de prendre les dispositions appropriées concernant la situation légale des personnes disparues dont le sort n'est pas élucidé et de leurs proches, notamment dans des domaines tels que la protection sociale, les questions financières, le droit de la famille et les droits de propriété. Dans de nombreux cas de disparition forcée, les proches des personnes disparues ont besoin d'une aide économique et sociale pour pouvoir prendre part aux procédures de recherche et d'enquête.

66. Le Comité a décidé d'examiner un projet de révision des modalités de soumission des demandes d'action en urgence, qui sera établi par le secrétariat en coopération avec le Groupe de travail des actions en urgence à partir de l'expérience acquise depuis le début de la procédure.

67. À sa dix-huitième session<sup>6</sup>, compte tenu de la nécessité d'examiner divers points soulevés dans le cadre de la procédure d'action en urgence pendant la période couverte par le présent rapport et de l'impossibilité de le faire par courrier électronique, le Comité a décidé de reporter à la dix-neuvième session l'examen de son rapport sur les demandes d'action en urgence.

<sup>6</sup> Concernant la dix-huitième session, les débats se sont tenus et les décisions ont été adoptées par le Comité à sa séance en ligne, le 4 mai 2020, et pendant la période intersessions.



## **Chapitre XI**

### **Procédure de communication prévue à l'article 31 de la Convention**

68. Le Comité n'a enregistré aucune nouvelle plainte émanant de particuliers au cours de la période considérée.

69. S'agissant de la communication *Yrusta et Del Valle Yrusta c. Argentine*, le Comité a reçu de la part de l'État partie des informations supplémentaires relatives au suivi et les a transmises à l'auteur pour commentaires. Le Comité analysera les informations communiquées une fois qu'il aura reçu tous les renseignements pertinents. La procédure de suivi reste donc ouverte.

## **Chapitre XII**

### **Visites prévues à l'article 33 de la Convention**

70. Le Comité demande depuis 2013 à pouvoir effectuer une visite au Mexique au titre de l'article 33 de la Convention. Lors d'une conférence de presse tenue le 30 août 2019, le Sous-Secrétaire aux droits de l'homme du Ministère mexicain de l'intérieur, sur instruction du Président, a notamment annoncé que le pays reconnaissait la compétence du Comité pour connaître des plaintes émanant de particuliers et qu'il acceptait sa demande de visite. Le Comité a envoyé un rappel à l'État partie le 25 septembre 2018.

71. Dans une lettre envoyée à l'État partie le 18 décembre 2019, le Comité a rappelé que le 17 octobre 2019, dans le cadre de l'examen du sixième rapport périodique du Mexique par le Comité des droits de l'homme, la délégation de l'État partie avait indiqué que le Président du Mexique avait récemment ordonné aux institutions fédérales d'accepter la compétence du Comité s'agissant de recevoir des communications émanant de particuliers et de l'inviter à se rendre au Mexique en août 2020 ([CCPR/C/SR.3654](#), par. 63). Dans sa lettre, le Comité a donc demandé à l'État partie de lui faire parvenir des renseignements sur la suite donnée à ces instructions et l'a invité à désigner un coordonnateur chargé de les aider, lui et son secrétariat, à prendre les dispositions nécessaires sur le plan logistique et à déterminer les modalités et le programme de la visite apparemment prévue en août 2020. À la date d'établissement du présent rapport, la lettre du Comité était restée sans réponse.

## **Chapitre XIII**

### **Principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues**

72. En septembre 2019, le Comité international de la Croix-Rouge et la fondation Swisspeace ont organisé un atelier de deux jours à Amman, au cours duquel des experts et des professionnels de différentes régions ont pu discuter des mesures à prendre pour faire connaître et appliquer les principes directeurs concernant la recherche de personnes disparues. Deux membres du Comité ont participé à l'atelier.

73. À sa dix-septième session, le Comité a organisé une réunion privée avec la fondation Swisspeace à propos des résultats de l'atelier et de la suite qui y avait été donnée. En mars 2020, un membre du Comité et un membre du secrétariat ont participé à une réunion de suivi organisée par la fondation et qui portait sur les stratégies visant à promouvoir la coordination des activités de recherche de personnes disparues et des enquêtes menées sur leur disparition.

74. Les principes directeurs ont été traduits en allemand et en népalais. Le Bureau du HCDH au Mexique a publié une version illustrée des principes directeurs en espagnol. Le Comité continue de faire connaître les principes directeurs en y faisant référence dans les recommandations qu'il formule dans le cadre de la procédure d'action en urgence.

## Annexe

## États parties à la Convention au 4 mai 2020 et état de la soumission de leur rapport

<i>État partie (par ordre de ratification)</i>	<i>Ratification/ adhésion</i>	<i>Entrée en vigueur</i>	<i>Date limite pour la soumission du rapport en application de l'article 29 (par. 1)</i>	<i>Rapport soumis</i>
<b>Albanie*</b>	8 nov. 2007	23 déc. 2010	23 déc. 2012	11 nov. 2015
<b>Argentine*</b>	14 déc. 2007	23 déc. 2010	23 déc. 2012	21 déc. 2012
<b>Mexique</b>	18 mars 2008	23 déc. 2010	23 déc. 2012	11 mars 2014
<b>Honduras</b>	1 <sup>er</sup> avril 2008	23 déc. 2010	23 déc. 2012	4 fév. 2016
<b>France*</b>	23 sept. 2008	23 déc. 2010	23 déc. 2012	21 déc. 2012
<b>Sénégal</b>	11 déc. 2008	23 déc. 2010	23 déc. 2012	28 avril 2015
<b>Bolivie (État plurinational de)</b>	17 déc. 2008	23 déc. 2010	23 déc. 2012	28 sept. 2018
<b>Cuba</b>	2 fév. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	24 avril 2015
<b>Kazakhstan</b>	27 fév. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	3 juin 2014
<b>Uruguay*</b>	4 mars 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	4 sept. 2012
<b>Mali*</b>	1 <sup>er</sup> juil. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	
<b>Japon*</b>	23 juil. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	22 juil. 2016
<b>Nigéria</b>	27 juil. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	
<b>Espagne*</b>	24 sept. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	26 déc. 2012
<b>Allemagne*</b>	24 sept. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	25 mars 2013
<b>Équateur*</b>	20 oct. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	5 juin 2015
<b>Burkina Faso</b>	3 déc. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	7 oct. 2014
<b>Chili*</b>	8 déc. 2009	23 déc. 2010	23 déc. 2012	1 <sup>er</sup> déc. 2017
<b>Paraguay</b>	3 août 2010	23 déc. 2010	23 déc. 2012	28 août 2013
<b>Iraq</b>	23 nov. 2010	23 déc. 2010	23 déc. 2012	26 juin 2014
<b>Brésil</b>	29 nov. 2010	29 déc. 2010	29 déc. 2012	30 juin 2019
<b>Gabon</b>	19 janv. 2011	18 fév. 2011	18 fév. 2013	10 juin 2015
<b>Arménie</b>	24 janv. 2011	23 fév. 2011	23 fév. 2013	14 oct. 2013
<b>Pays-Bas*</b>	23 mars 2011	22 avril 2011	22 avril 2013	11 juin 2013
<b>Zambie</b>	4 avril 2011	4 mai 2011	4 mai 2013	
<b>Serbie*</b>	18 mai 2011	17 juin 2011	17 juin 2013	30 déc. 2013
<b>Belgique*</b>	2 juin 2011	2 juil. 2011	2 juil. 2013	8 juil. 2013
<b>Panama</b>	24 juin 2011	24 juil. 2011	24 juil. 2013	30 juin 2019
<b>Tunisie</b>	29 juin 2011	29 juil. 2011	29 juil. 2013	25 sept. 2014
<b>Monténégro*</b>	20 sept. 2011	20 oct. 2011	20 oct. 2013	30 janv. 2014
<b>Costa Rica</b>	16 fév. 2012	17 mars 2012	17 mars 2014	7 mai 2020
<b>Bosnie-Herzégovine*</b>	30 mars 2012	29 avril 2012	29 avril 2014	26 janv. 2015
<b>Autriche*</b>	7 juin 2012	7 juil. 2012	7 juil. 2014	31 mai 2016
<b>Colombie</b>	11 juil. 2012	10 août 2012	10 août 2014	17 déc. 2014
<b>Pérou*</b>	26 sept. 2012	26 oct. 2012	26 oct. 2014	8 août 2016
<b>Mauritanie</b>	3 oct. 2012	2 nov. 2012	2 nov. 2014	

<i>État partie (par ordre de ratification)</i>	<i>Ratification/adhésion</i>	<i>Entrée en vigueur</i>	<i>Date limite pour la soumission du rapport en application de l'article 29 (par. 1)</i>	<i>Rapport soumis</i>
<b>Samoa</b>	27 nov. 2012	27 déc. 2012	27 déc. 2014	
<b>Maroc</b>	14 mai 2013	13 juin 2013	13 juin 2015	
<b>Cambodge</b>	27 juin 2013	27 juil. 2013	27 juil. 2015	
<b>Lituanie*</b>	14 août 2013	13 sept. 2013	13 sept. 2015	6 oct. 2015
<b>Lesotho</b>	6 déc. 2013	5 janv. 2014	5 janv. 2016	
<b>Portugal*</b>	27 janv. 2014	26 fév. 2014	26 fév. 2016	22 juin 2016
<b>Togo</b>	21 juil. 2014	20 août 2014	20 août 2016	
<b>Slovaquie*</b>	15 déc. 2014	14 janv. 2015	14 janv. 2017	26 avril 2018
<b>Mongolie</b>	12 fév. 2015	14 mars 2015	14 mars 2017	27 déc. 2018
<b>Malte</b>	27 mars 2015	26 avril 2015	26 avril 2017	
<b>Grèce</b>	9 juil. 2015	8 août 2015	8 août 2017	1 <sup>er</sup> fév. 2019
<b>Niger</b>	24 juil. 2015	23 août 2015	23 août 2017	1 <sup>er</sup> août 2019
<b>Belize</b>	14 août 2015	13 sept. 2015	13 sept. 2017	
<b>Ukraine*</b>	14 août 2015	13 sept. 2015	13 sept. 2017	
<b>Italie</b>	8 oct. 2015	7 nov. 2015	7 nov. 2017	22 déc. 2017
<b>Sri Lanka</b>	25 mai 2016	24 juin 2016	24 juin 2018	
<b>République centrafricaine</b>	11 oct. 2016	10 nov. 2016	10 nov. 2018	
<b>Suisse*</b>	2 déc. 2016	1 <sup>er</sup> janv. 2017	1 <sup>er</sup> janv. 2019	21 déc. 2018
<b>Seychelles</b>	18 janv. 2017	17 fév. 2017	17 fév. 2019	
<b>Tchéquie*</b>	8 fév. 2017	10 mars 2017	10 mars 2019	22 mai 2019
<b>Malawi*</b>	14 juil. 2017	13 août 2017	13 août 2019	
<b>Bénin</b>	2 nov. 2017	2 déc. 2017	2 déc. 2019	
<b>Gambie</b>	28 sept. 2018	28 oct. 2018	28 oct. 2020	
<b>Dominique</b>	13 mai 2019	12 juin 2019	12 juin 2021	
<b>Fidji</b>	19 août 2019	18 sept. 2019	18 sept. 2021	
<b>Norvège</b>	22 août 2019	21 août 2019	21 août 2021	

*Note :* Les États parties marqués d'un astérisque ont fait des déclarations par lesquelles ils reconnaissent la compétence du Comité au titre des articles 31 et/ou 32 de la Convention. Le texte intégral des déclarations et réserves formulées par les États parties est disponible à l'adresse [http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-16&chapter=4&lang=fr](http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-16&chapter=4&lang=fr).